

Beaucoup de militants syndicaux sont inquiets. Au-delà des difficultés sans nombre rencontrées quotidiennement pour organiser l'action commune, ils regardent plus loin et se demandent sincèrement: «Où tout cela va-t-il nous mener?»

Les relations entre la CGT et la CFDT ont dépassé depuis longtemps le stade de la polémique. On en est déjà aux injures publiques. Les accusations de «trahison», de «collaboration» et autres amabilités pleuvent chaque jour. Elles servent d'aliment aux empoignades quotidiennes.

C'est la direction de la CGT qui a pris l'initiative de cette guerre ouverte. Elle poursuit inexorablement son pilonnage contre la CFDT dans son ensemble et contre Edmond Maire en particulier.

D'aucuns prétendent que les critiques contre la «tendance au consensus matérialisée dans le recentrage de la CFDT» sont anciennes. Tout le monde a remarqué cependant qu'un très net tournant a été pris au début de cette année; disons vers la fin janvier-début février. En fait, c'est à partir de ce moment-là que le tir de barrage cégétiste s'est déclenché.

En même temps qu'elle tire à boulets rouges sur tout ce qui bouge en dehors d'elle, la direction de la CGT prend des initiatives de type «journées d'action» où l'esprit-maison (certains diraient l'esprit de boutique) est largement dominant.

Le fameux «Union, action, avec la CGT» a constitué le plat de résistance dans les récentes manifestations. Il a voulu être présenté comme le point de référence à partir duquel il serait possible de tracer la ligne de démarcation entre ceux qui luttent et ceux qui ne veulent pas lutter.

Tous les militants de la CGT ne se retrouvent pas dans cette «tactique» que suit leur direction. Parfois en partie, parfois pas du tout. Quelques-uns nous ont fait part de leurs points de vue. Il n'est évidemment pas dans notre ambition de «faire le tour» de l'ensemble des problèmes posés, ni de donner une analyse définitivement élaborée sur toutes les questions soulevées. Simplement quelques réflexions et points de repère enrichis des points de vue de militants confrontés tous les jours à cette malsaine situation de tensions et de divisions.

La violence et la virulence de l'attaque contre les partisans — réels et/ou supposés — du consensus giscardien, de même que sa soudaineté, ont surpris bien des militants. Et en premier lieu des cégétistes. Ainsi, ils seraient, à la CFDT à ce point engagés dans la collaboration avec les capitalistes. On ne s'en était donc pas rendu compte plus tôt que l'on a signé un accord d'unité d'action au plus haut niveau pas plus tard qu'en septembre dernier. A cette époque, la «nouvelle politique d'action» de la CFDT, plus connue sous le nom de «recentrage» était déjà parfaitement élaborée, déjà mise en pratique. Rien de ce point de vue n'a changé entre septembre 79 et le premier semestre de 80.

La signature d'un accord au niveau confédéral n'est pas chose courante. Il y avait plusieurs années que cela n'était pas arrivé.

C'est un événement qui, de toute évidence, se pèse, s'analyse, se prépare. On ne signe pas un accord interconfédéral de manière désinvolte. On est tenu d'analyser minutieusement les positions et propositions du partenaire. Comment peut-il se faire que l'on découvre six mois plus tard «la véritable nature» de la CFDT. Pourquoi traîne-t-on dans la boue la plus noire ceux avec qui l'on signait un accord six mois plus tôt. C'est une première question qui vient un peu spontanément à l'esprit d'un certain nombre de militants. Jusqu'à ce jour, la démonstration d'un changement dans la manière d'agir de la CFDT depuis septembre dernier n'a pas été faite.

On aurait même plutôt observé un engagement de nombreux militants, sections, structures dans l'action et dans une réflexion active sur les difficiles problèmes de division qui se posent aujourd'hui à la classe ouvrière.

Une volonté destructrice

On entendra objecter que les critiques à la ligne de la CFDT ne datent pas d'hier, que déjà après les élections...et que même avant... Mais c'est d'autre chose dont il s'agit aujourd'hui. Il ne s'agit plus de critiques, de point de désaccord sur telle ou telle question. C'est une véritable entreprise de démolition systématique des autres qui est engagée. Toutes les énergies, toutes les ressources sont mobilisées dans ce mauvais combat; pas seulement au niveau confédéral.

Et l'on n'hésite pas à faire le silence sur les positions des autres ou à faire passer le blanc pour le noir. Prenons un exemple: les nettoyeurs du métro ont obtenu grâce à une lutte opiniâtre et résolue des avantages importants, notamment de substantielles augmentations de leurs misérables salaires. Le matin de la discussion en assemblée générale des dernières propositions patronales, considérées par tous les grévistes comme d'importantes concessions, quelques militants portant badge CGT distribuèrent aux portes un tract parlant de trahison et d'abandon des revendications. Pourquoi?

Pour la seule et unique raison que la CFDT a mené seule et de bout en bout cette lutte victorieuse. Une telle volonté destructrice a choqué de nombreux militants de la CGT. Pascal, militant CGT des PTT en parle: «Il existe chez nous une volonté de discréditer à tout prix la CFDT tout entière. Avant, il existait une sorte de ligne de clivage à l'intérieur des deux syndicats entre ceux qui voulaient la lutte et ceux qu'il fallait bousculer; il y avait lutte dans les deux syndicats; des militants des deux syndicats se retrouvaient parfois sur les mêmes bases, cherchaient dans la même direction.



Aujourd'hui, on voit que la CGT veut faire passer cette ligne entre elle et les autres. Sur ma boîte, on voit même parfois la CGT reprendre à son compte en les adaptant à son point de vue, des propositions d'actions de militants CFDT et s'en attribuer seule la paternité et éventuellement le succès.

Dans les journées d'action aussi

Les semaines qui viennent de s'écouler ont vu un certain nombre d'applications concrètes de la division syndicale et de la tactique suivie par la direction de la CGT au cours des journées d'action. Marc, militant CGT de l'INSEE tient à apporter une précision préalable: «Il ne faut pas tout mettre sur le même plan. Le 24 avril, c'était une chose, le 1^{er} mai en était une autre, les 13 et 23 mai autre chose encore. Pour

ces deux dernières journées, et surtout pour le 13, il y avait une réelle mobilisation des gars à propos de la sécu. On peut toujours dire que les journées d'action ne font pas vraiment reculer le gouvernement, c'est vrai. Nous, on a toujours pensé ça. Maintenant, sur un problème comme la sécurité sociale, il ne peut pas y avoir d'actions boîte par boîte; il faut bien que cela se fasse au niveau national. C'est pour ça qu'il y a eu une assez forte mobilisation pour le 13 mai. L'objectif était clair et précis: c'était contre la loi Berger. D'ailleurs, même si ça se recoupe dans bon nombre de cas, ce n'étaient pas forcément les mêmes gars qui étaient dans la rue le 24 avril et le 13 mai. N'empêche! les résultats acquis par ces journées sont loin d'être évidents.

Henri Krasuki qui manie la métaphore avec une rare dexté-

rité aime à dire que «l'on n'éteint pas l'incendie avec des gobelets». Force est de constater que les timbales déversées le 13 et le 23 mai ne sont pas non plus parvenues à maîtriser le sinistre. Le nouveau «coup de boutoir» du 5 juin y parviendra-t-il? Rien n'est moins sûr. Malgré une forte mobilisation de ce que l'on a coutume d'appeler «l'appareil syndical», nombre de militants, et surtout d'adhérents, «trainent les pieds». La succession rapprochée des journées, le relatif insuccès du 23 et l'issue incertaine du type d'action proposé y sont sans doute pour quelque chose.

Jean-Pierre, militant CGT de la chimie dans la banlieue nord de Paris partage le point de vue de Marc sur ces journées: «Nous, on n'a pas appelé pour le 24 avril. D'abord parce que c'était en contradiction avec une mobilisation qui se déroule en ce

La CGT en position d'offensive ?

Des militants de base parlent de leur expérience et des problèmes qu'ils rencontrent

Par Gérard PRIVAT